

# RAPPORT 2012 SUR LES DROITS DE L'HOMME - BÉNIN

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Bénin est une démocratie constitutionnelle. En mars 2011, le Président Boni Yayi a été élu pour un second et dernier quinquennat dans le cadre d'une élection multipartite. Lors des élections législatives d'avril 2011, la coalition soutenant le Président Yayi, l'Alliance des Forces Cauris pour un Bénin Émergent, a remporté 41 des 83 sièges à l'Assemblée nationale et formé une majorité en coalition avec le parti de la Renaissance du Bénin et d'autres partis mineurs pour un total de 61 sièges. En conséquence, la coalition contrôlait six des sept sièges au Bureau de l'Assemblée nationale. Les observateurs internationaux ont qualifié les élections tant présidentielles que législatives de généralement libres, équitables et transparentes. Le pouvoir civil a gardé le contrôle des forces de l'ordre.

Les principaux abus signalés en matière des droits de l'homme durant l'année ont porté sur l'usage d'une force excessive par la police, la violence et les discriminations contre les femmes et les filles, y compris les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E), et les conditions d'incarcération difficiles.

D'autres problèmes majeurs afférents aux droits de l'homme étaient liés notamment aux arrestations et détentions arbitraires et aux détentions provisoires prolongées. Il y a eu des actes de violence commis par des groupes d'autodéfense, ainsi que des cas de traite et de maltraitance de femmes et d'enfants, y compris des cas d'infanticide et de travail des enfants.

Malgré les efforts entrepris par le gouvernement pour lutter contre la corruption et les abus, notamment sous la forme de poursuites et de sanctions contre des responsables publics, certains responsables se sont parfois livrés à des pratiques corrompues en toute impunité.

### **Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :**

#### **a. Privation arbitraire ou illégale de la vie**

Aucune exécution arbitraire ou illégale imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée au cours de l'année.

Des éléments des forces de sécurité ont parfois abattu des voleurs armés et justifié leurs actes par la légitime défense. Par exemple, le 10 juin, des gendarmes et des policiers se sont lancés à la poursuite de deux voleurs armés qui avaient tenté d'attaquer des voyageurs le long de la route Kilibo-Okpara dans le nord-est du pays. Les membres des forces de sécurité ont ouvert le feu et abattu un des voleurs alors que son complice a pris la fuite. Le ministère de l'Intérieur a émis un rapport indiquant que les membres des forces de sécurité avaient riposté en représailles.

## **b. Disparitions**

Aucune disparition à caractère politique n'a été signalée.

## **Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques ; cependant, de tels incidents se sont produits. On rapporte que les personnes gardées à vue se faisaient couramment battre. La Cour constitutionnelle a été saisie de plaintes émanant de personnes brutalisées par la police. Par exemple, dans le cadre d'une décision rendue en mars, la Cour constitutionnelle a déclaré que le commissaire d'un poste de police à Houègbo, un village dans le sud du pays, avait violé l'article 18 de la Constitution relatif à la torture, aux sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants lorsqu'il avait donné ordre à ses agents d'arrêter, enchaîner et bastonner un employé d'une société de gardiennage qui était en situation de litige avec son superviseur au sujet du remboursement d'une dette.

## **Conditions dans les prisons et les centres de détention**

Les conditions carcérales ont continué d'être difficiles et de mettre en danger la vie des personnes.

Conditions dans les prisons : La surpopulation carcérale et le manque d'infrastructures sanitaires et médicales adéquates constituaient un risque pour la santé des prisonniers. Un rapport de 2010 du médiateur (ombudsman) de la République sur les conditions dans les neuf prisons civiles indiquait que les prisons étaient surpeuplées, et que la malnutrition et les maladies y étaient fréquentes. Il y a eu des décès dus au manque de ventilation dans des cellules exiguës et surpeuplées. L'éclairage était inadéquat, mais de l'eau du robinet était disponible. Certains prisonniers souffraient de maladie mentale. Il y a eu des décès dus au manque de soins médicaux et à la négligence. Sur les neuf prisons civiles, huit étaient remplies bien au-delà de leur capacité. Le rapport de 2010 du médiateur

commissionné par le président indiquait que la population carcérale totale, (y compris les prévenus en détention provisoire ou préventive) était de 6 908, dans un système doté d'une capacité officielle de 1 900 places ; sur ce total, les prévenus en détention avant le procès et ceux dont l'affaire était renvoyée étaient au nombre de 5 174. Ces chiffres n'incluaient ni les cellules de commissariats et centres de détention relevant de la police ni les prisons militaires. Des statistiques de 2008 indiquaient que les femmes et les mineurs représentaient respectivement 3,5 et 2,1 % de la population carcérale.

Des mineurs étaient parfois incarcérés avec des adultes et des prisonniers en détention provisoire étaient détenus avec des condamnés, même s'ils n'étaient pas avec les prisonniers les plus violents.

Administration : La tenue de registres concernant les détenus était adéquate (des données relatives aux prisonniers, ventilées en fonction de l'âge, du sexe et du statut étaient disponibles dans les prisons). Les autorités n'ont pas eu recours aux peines de substitution pour les délinquants non violents. Le médiateur de la République (ombudsman) a visité les prisons de Porto-Novo et Parakou le 12 janvier et le 8 février afin de se rendre compte des conditions carcérales. Les autorités ont permis aux prisonniers et aux détenus de recevoir des visiteurs et de pratiquer leurs rites religieux. Il n'existait aucun système formel permettant de porter plainte auprès des autorités judiciaires sans être soumis à la censure, cependant les prisonniers avaient la possibilité de s'adresser directement au directeur de la prison ou de soumettre une réclamation par le truchement des procédures judiciaires normales.

Contrôles : Le gouvernement a autorisé des visites de prisons par des observateurs des droits de l'homme en conformité avec les normes établies par celui-ci. Des groupes religieux et des organisations non gouvernementales (ONG) ont continué de visiter les prisons, bien que certaines ONG se soient plaintes du fait que leurs accréditations n'étaient pas systématiquement accordées lorsqu'elles soumettaient des demandes de visites. Parmi les organisations qui ont visité les prisons au cours de l'année il y avait notamment le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Fraternité des prisons du Bénin, Caritas et Prisonniers sans frontières.

Améliorations : Le 30 mars, l'Assemblée nationale a voté un nouveau code de procédure pénale, un texte qui était resté en suspens au parlement depuis 1999. Le nouveau code a pour but de réduire la durée des détentions préliminaires, d'accélérer les procédures judiciaires, de réduire la surpopulation carcérale et de

protéger les droits des prisonniers. Le nouveau code donne lieu à la création d'un poste de juge des libertés et des détentions, dont la fonction consistera à aider les tribunaux à mieux gérer les mandats d'arrêt, les surveillances électroniques et les détentions. Le 3 décembre, la Cour d'appel a ouvert sa séance pour traiter 29 affaires pénales concernant 57 prévenus adultes. Il s'agissait de la première fois que ce tribunal siégeait depuis 2009. Selon des observateurs, cette reprise des audiences du tribunal devrait contribuer en partie à réduire la surpopulation carcérale.

#### **d. Arrestations ou détentions arbitraires**

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires ; toutefois, les forces de sécurité n'ont pas toujours respecté ces interdictions.

Par exemple, en avril 2011, le commandant de la gendarmerie à Aplahoué, dans le sud-ouest du pays, a placé un citoyen en garde à vue sous prétexte qu'il n'aurait pas réglé une dette encourue auprès d'une institution de crédit locale. Le citoyen a déposé plainte auprès de la Cour constitutionnelle, laquelle a rendu une décision le 7 février déclarant que la détention ordonnée par le commandant de gendarmerie avait été arbitraire et en violation de l'article 18 de la Constitution et des articles 5 et 6 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant sur les arrestations arbitraires, et que les recouvrements de dettes relèvent du droit civil et ne sont pas de la compétence des forces de sécurité.

#### **Rôle de la police et de l'appareil de sécurité**

La police, qui dépend du ministère de l'Intérieur, a pour principale responsabilité de faire respecter la loi et de maintenir l'ordre dans les zones urbaines ; la gendarmerie, qui dépend du ministère de la Défense, remplit les mêmes fonctions dans les zones rurales.

Des conseils de discipline militaires traitent les délits mineurs commis par des membres des forces armées, mais n'ont pas compétence sur les civils. Les tribunaux civils jugent les actes criminels commis par des militaires. Le pays n'a pas de tribunal militaire.

La police est dotée d'une division des affaires internes, dirigée par un Inspecteur général chargé d'enquêter sur les questions internes à la police.

La police était inadéquatement équipée et peu formée. Cependant, pendant l'année et pour faire face à ces problèmes, le gouvernement a continué de recruter plus d'agents, de construire des commissariats et de moderniser ses équipements ; néanmoins, des problèmes, tels que celui de l'impunité, ont persisté.

### **Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention**

La Constitution requiert un mandat d'arrêt fondé sur des preuves suffisantes, dressé par un représentant officiel dûment autorisé et prévoit une audience par-devant un magistrat dans les 48 heures, mais ces dispositions n'ont pas toujours été observées dans la pratique. Dans des circonstances exceptionnelles le magistrat peut autoriser une prolongation de la détention qui ne doit pas dépasser huit jours. Les détenus ont le droit d'obtenir une détermination judiciaire rapide, ce qui a généralement été respecté dans la pratique. Les détenus ont été informés sans délai des accusations portées à leur encontre. Ils ont également le droit d'avoir promptement accès à un avocat quand ils comparaissent devant le juge, ce qui a généralement été respecté. Ils ont le droit de recevoir des visites de leur famille. Après avoir interrogé un détenu, le juge a 24 heures pour décider soit de prolonger la détention, soit de libérer l'individu. En attendant la décision du juge, les accusés peuvent demander leur libération sous caution ; le procureur de la République doit cependant consentir à la requête. Les mandats de dépôt autorisant la garde à vue étaient valables pour six mois et pouvaient être renouvelés tous les six mois, jusqu'à ce que le suspect soit traduit en justice. L'État fournit un avocat commis d'office aux prévenus indigents pour les affaires pénales.

Selon des rapports dignes de foi, les autorités auraient dépassé la limite légale des 48 heures de garde à vue dans bien des cas, et parfois jusqu'à une semaine. Elles ont souvent utilisé la pratique consistant à tenir indéfiniment une personne « à la disposition » du procureur avant de présenter le dossier à un magistrat.

Arrestations arbitraires : La Constitution et la loi interdisent les arrestations arbitraires. Cependant, les autorités n'ont pas toujours respecté ces interdictions.

Détention provisoire : Environ 75 % des personnes incarcérées étaient des détenus attendant leur procès ; la durée de ces détentions variait entre 2 et 11 ans, un fait noté dans le rapport du médiateur. Des installations inadéquates, un personnel mal formé et des rôles surchargés ont retardé la bonne marche de l'administration de la justice.

### **e. Déni de procès public et équitable**

La Constitution et la loi prévoient l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces dispositions. Les juges du Ministère public sont nommés par l'État, ce qui les rend susceptibles d'influence gouvernementale. Le système judiciaire était aussi sujet à la corruption. Cependant, il n'y a pas eu de situation où l'issue d'un procès semblait prédéterminée. Les autorités ont respecté les ordonnances des tribunaux

### **Procédures applicables au déroulement des procès**

Bien que la Constitution garantisse le droit à un procès impartial, l'inefficacité judiciaire et la corruption ont entravé l'exercice de ce droit.

Le système judiciaire est fondé sur le droit civil français et le droit coutumier local. Un accusé bénéficie de la présomption d'innocence. Les affaires pénales donnent lieu à des procès devant jury. Le prévenu a le droit d'être présent à son procès et de se faire représenter par un avocat ; le tribunal fournit un avocat aux indigents qui en font la demande. Cependant, des avocats commis d'office n'étaient pas tout le temps disponibles, surtout en ce qui concerne les affaires jugées dans les tribunaux du nord, étant donné que la plupart des avocats résidaient dans le sud du pays. Un accusé a le droit de confronter les témoins à charge et d'avoir accès aux preuves détenues par l'État. Les accusés ont le droit de présenter des témoins à décharge et des preuves en leur faveur. Les personnes condamnées ont le droit d'interjeter en appel auprès de la Cour d'appel et de la Cour suprême, à la suite de quoi elles sont en droit de solliciter une grâce présidentielle. Les procès sont ouverts au public, mais, en cas de circonstances exceptionnelles, le président du tribunal peut décider de restreindre l'accès afin de préserver l'ordre public ou de protéger les intéressés. Le gouvernement étend les droits susmentionnés à tous les citoyens sans discrimination.

### **Prisonniers et détenus politiques**

Aucun prisonnier ou détenu politique n'a été signalé.

### **Procédures et recours judiciaires au civil**

Il existe une juridiction indépendante pour les affaires au civil. Lorsque les recours administratifs ou informels échouent, tout citoyen peut porter plainte auprès de la Cour constitutionnelle en cas d'atteinte présumée aux droits de l'homme. Cependant, les décisions de la Cour constitutionnelle n'ont pas force exécutoire sur

les tribunaux. Un particulier a la possibilité d'interjeter appel auprès de la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

### **f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

La Constitution et la loi interdisent de tels actes, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces interdictions dans la pratique. La loi exige que la police obtienne un mandat avant d'entrer dans le domicile d'un particulier et cette règle a généralement été respectée.

## **Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :**

### **a. Liberté d'expression et liberté de la presse**

La Constitution et la loi garantissent la liberté d'expression et la liberté de la presse ; cependant, les pouvoirs publics n'ont pas toujours respecté ces droits. Des émissions de radio et de télévision ont été diffusées pendant lesquelles des citoyens ont ouvertement critiqué la politique du président sans subir de représailles ; cependant, l'État a occasionnellement limité la liberté de la presse.

Liberté d'expression : La loi prévoit des peines de prison sous forme de travaux forcés, pour certains délits liés à l'abus du droit à la liberté d'expression ; ces sanctions concernent les menaces à l'ordre public ou les appels à la violence.

Le 21 septembre, le président Yayi a intenté un procès en diffamation et calomnie contre son ancien conseiller juridique qui l'avait fortement critiqué à la télévision, lui reprochant l'inadéquation de ses efforts en matière de lutte contre la corruption. À la fin de l'année, l'affaire n'avait toujours pas été jugée.

Liberté de la presse : Les médias indépendants ont été actifs et ont exprimé sans aucune restriction une grande variété d'opinions. Des publications ont critiqué le gouvernement librement et fréquemment. Pendant l'année, une commission non gouvernementale de déontologie des médias a continué de censurer certains journalistes pour avoir relaté des informations mensongères ou inexactes, ou faisant l'objet d'un embargo par le gouvernement.

Le gouvernement est demeuré le propriétaire et l'exploitant des médias les plus influents, et il a contrôlé la portée de transmission et l'infrastructure de diffusion. Le taux de couverture de la télévision et de la radio d'État était de 96 % grâce aux

puissants équipements de transmission détenus par le gouvernement. Les télévisions et radios privées ont une couverture plus réduite compte tenu de leurs équipements inadéquats et des bandes de fréquences limitées qui leur sont accordées par la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC).

La majeure partie de la population est analphabète, vit dans des régions rurales et s'informe en général à la radio. L'Office de radiodiffusion et télévision du Bénin (ORTB) diffuse des émissions en français et en langues locales. Il y avait environ 78 stations de radio privées, communautaires et commerciales, une radio publique et cinq stations de télévision privées. Les radios communautaires rurales bénéficiaient d'un soutien de l'ORTB et diffusaient plusieurs heures par jour des émissions uniquement en langues locales. Radio France Internationale et la BBC sont captables à Cotonou. Le gouvernement a donné une assistance financière de 350 millions de francs CFA (700 000 dollars É-U) à des médias privés durant l'année.

Censure ou restrictions sur le contenu : Certains journalistes ont pratiqué l'autocensure parce qu'ils étaient redevables envers des responsables de l'État qui leur avaient octroyé des contrats pour prestations.

Lois contre la diffamation/Sécurité nationale : La loi fait de la diffamation une infraction pénale et de nombreux journalistes ont été mis en examen pour diffamation. La loi interdit aux particuliers et à la presse d'annoncer ou de prédire les résultats d'élections.

Un responsable d'une commission non gouvernementale sur la déontologie des médias a indiqué que la cour avait continué d'être saisie de plaintes en diffamation durant l'année, mais que les juges s'abstenaient généralement d'engager des poursuites. Les journalistes ont continué à militer pour la dépenalisation des infractions concernant la presse.

Restrictions en matière de publications : La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) supervisait les activités des médias. Elle exigeait que les responsables de la radio et de la télévision lui présentent des listes hebdomadaires des programmes prévus et que les organes de presse lui soumettent des copies de toutes leurs publications ; cependant, les médias n'ont pas respecté ces exigences dans la pratique. La HAAC a affirmé que cette information était utilisée à des fins administratives ; cependant, certains journalistes se sont plaints qu'il s'agissait d'une forme de harcèlement.

## **Liberté d'accès à l'Internet**

Le gouvernement n'a pas imposé de restrictions à l'accès à l'Internet et aucun rapport crédible de surveillance, par les autorités, du courrier électronique ou de cybersalons n'a été signalé. Selon l'Union internationale des télécommunications, le taux d'usage de l'Internet par les particuliers se situait à 3,5 %.

## **Liberté de l'enseignement et manifestations culturelles**

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

### **b. Liberté de réunion pacifique et d'association**

La liberté de réunion et d'association est garantie par la Constitution et la loi et, en général, les autorités l'ont respectée dans les faits.

#### **Liberté de réunion**

La loi et la Constitution prévoient la liberté de religion et le gouvernement a, dans l'ensemble, respecté ce droit.

Le gouvernement exige l'obtention de permis pour utiliser des lieux publics pour des manifestations et il les a généralement délivrés ; mais il a parfois invoqué « l'ordre public » pour refuser de délivrer des permis demandés par des groupes d'opposition, des organisations de la société civile et des syndicats.

#### **Liberté d'association**

La loi et la Constitution prévoient la liberté d'association et le gouvernement a, dans l'ensemble, respecté ce droit dans la pratique. Le gouvernement exige que les associations se fassent enregistrer et leur permet couramment de le faire.

#### **Liberté de religion**

Pour de plus amples renseignements, voir le *Rapport du Département d'État sur la liberté religieuse dans le monde*, à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/drl/irf/rpt](http://www.state.gov/j/drl/irf/rpt).

### **d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides**

La Constitution et la loi prévoient la liberté de mouvement à l'intérieur du pays, celle de voyager à l'étranger, d'émigrer et d'être rapatrié. L'État a généralement respecté ces droits dans les faits.

Il a coopéré avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires afin de venir en aide aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les réfugiés de retour au pays et les personnes enregistrées comme apatrides n'étaient pas en nombre important.

Déplacement à l'intérieur du pays : La présence de barrages routiers dressés par la police, la gendarmerie et des acteurs illicites a constitué une entrave à la circulation à l'intérieur du pays. Bien qu'ostensiblement destinés à faire respecter les règles concernant la sécurité des véhicules et les douanes, beaucoup de ces postes de contrôle étaient utilisés par les policiers et les gendarmes pour rançonner les voyageurs. Le gouvernement a continué d'appliquer les mesures prises auparavant pour combattre ces pratiques de corruption aux barrages routiers, mais elles n'étaient pas toujours efficaces et des extorsions se produisaient couramment.

Voyages à l'étranger : Dans le cadre de sa campagne en cours de lutte contre la traite des personnes, le gouvernement a continué d'exiger que les mineurs effectuant des voyages à l'étranger soient munis de documents. Cette disposition n'a pas été appliquée de manière constante et le traite transfrontalière de mineurs s'est poursuivie.

La politique du gouvernement en matière de transhumance saisonnière du bétail a permis à des bergers nomades Foulani (Peul) d'autres pays d'entrer et de sortir librement ; le gouvernement n'a pas imposé de points d'entrée désignés.

### **Protection des réfugiés**

L'État a établi un système de protection des réfugiés. Au premier octobre, il y avait 2 856 réfugiés togolais dans le camp de réfugiés d'Agamey. Le 30 août, le gouvernement a officiellement fermé le camp de réfugiés de Kpomassè, après avoir donné, aux quelque 200 réfugiés de diverses nationalités qui y résidaient, une petite somme en espèces pour les aider à se réinstaller. L'État a offert une protection contre l'expulsion ou le renvoi des réfugiés vers des pays où leur vie serait menacée en raison de leur race, de leur religion, leur nationalité, leur appartenance à un groupe social particulier, ou leur opinion politique. Si des

individus n'ont pas droit au statut de réfugiés selon les normes de la Convention de 1951 de l'ONU et de son Protocole de 1967, les autorités les envoient au service de l'Immigration pour qu'ils fassent une demande de permis de séjour.

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié et les pouvoirs publics ont mis en place un régime de protection des réfugiés.

Emploi : L'État a continué d'autoriser des réfugiés togolais résidant dans des communautés locales et des camps de réfugiés à participer à la plupart des activités économiques et à inscrire leurs enfants dans les écoles locales.

Solutions durables : Le gouvernement et le HCR ont continué de venir en aide aux réfugiés togolais et d'autres nationalités qui s'étaient intégrés au sein des communautés locales après la fermeture du camp de réfugiés de Kpomassè. (Les réfugiés ont réglé le contentieux datant de l'année précédente portant sur leur refus de quitter le camp de Kpomassè en acceptant une assistance financière modique du gouvernement, assortie d'une autorisation d'intégration au sein des communautés locales.)

### **Section 3. Respect des droits politiques : le droit des citoyens de changer de gouvernement**

La Constitution et la loi confèrent aux citoyens le droit de changer pacifiquement de gouvernement et les citoyens ont exercé ce droit à travers des élections périodiques, libres et généralement transparentes, fondées sur le suffrage universel.

#### **Élections et participation politique**

Élections récentes : Le pays a tenu des élections présidentielles en mars 2011, suivies d'élections législatives en avril. Les observateurs internationaux ont qualifié les élections présidentielles et législatives de généralement libres et équitables. Les deux scrutins ont été entravés par des retards le jour du vote, imputables le plus souvent à des arrivées tardives des documents de vote ou du personnel électoral. Malgré ces retards, les bureaux de vote sont demeurés ouverts pendant les neuf heures prescrites par la loi. Il n'y a eu aucun cas signalé d'électeurs admissibles ayant été empêchés de voter.

Partis politiques : Les partis ont été libres de mettre leurs candidats en lice aux élections. Les pouvoirs publics n'ont pas imposé de restrictions à l'opposition. Aucun parti ou groupe n'a récemment dominé la scène politique. Pour les élections

législatives, tous les candidats devaient être associés à un parti politique ; il n'y avait pas de candidats indépendants.

Participation de femmes et des minorités : On comptait neuf femmes parmi les 83 membres de l'Assemblée nationale et huit femmes ministres sur les 24 membres du gouvernement. Il y avait deux femmes sur les sept juges de la Cour constitutionnelle.

Il n'y a pas de groupe ethnique majoritaire dans le pays. Les divers groupes ethniques étaient bien représentés au sein des institutions gouvernementales, y compris la fonction publique et les forces armées. Neuf ministres sont des Bariba, Somba et Dendi, 11 des Fon, Gun et Aja, et trois des Yoruba et Nago.

#### **Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement**

Bien que la loi impose des sanctions au pénal pour les affaires de corruption officielle, le gouvernement n'a pas appliqué ces dispositions de manière efficace, et des responsables publics se sont parfois livrés à des pratiques corrompues en toute impunité. Selon les derniers Indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale, la corruption demeurerait un problème grave.

Le président Yayi a poursuivi son initiative anti-corruption de 2006. En août 2011, l'Assemblée nationale a approuvé le projet de loi 2011-20, présenté en 2006 et demeuré en suspens depuis lors, concernant la lutte contre la corruption et les délits connexes. En octobre 2011, le président Yayi a promulgué l'entrée en vigueur de la loi.

Le gouvernement a pris plusieurs dispositions durant l'année pour lutter contre la corruption. La Cour des comptes a effectué des audits financiers sur plusieurs entreprises publiques afin de vérifier la bonne gestion des deniers publics. Le président Yayi a continué de lutter contre la corruption au niveau des opérations portuaires. Le 13 septembre, il a démis de leurs fonctions le Secrétaire général de la présidence, le directeur du port et le directeur de cabinet du ministère de l'Économie maritime, lesquels avaient été accusés de solliciter des pots-de-vin dans le cadre de la construction d'un port sec à Tori.

La corruption au sein de la police était répandue. La police a continué d'extorquer de l'argent aux voyageurs aux barrages routiers. Par exemple, en août 2011, deux agents de la circulation en poste à un rond-point nommé « La gaité » à Cotonou ont

été pris en flagrant délit de tentative d'extorsion d'argent aux usagers de la route. Les deux agents ont été arrêtés et emprisonnés pour infraction disciplinaire.

L'Observatoire de lutte contre la corruption (OLC), une organisation gouvernementale, a poursuivi sa campagne de lutte contre la corruption. En juillet, l'OLC a lancé une campagne de sensibilisation nationale pour impliquer la population dans la lutte contre la corruption. Les 16 et 17 août, l'OLC a dispensé des formations aux personnels judiciaires pour leur faire connaître la loi 2011-20.

Il était communément admis, et reconnu par certains membres du personnel judiciaire, que le système judiciaire, à tous les niveaux, était susceptible de corruption. En décembre 2011, le ministre de la Justice a publiquement déclaré que les juges étaient corrompus. Des juges ont exprimé leur désaccord avec la déclaration du ministre en faisant grève à plusieurs reprises durant l'année.

Les fonctionnaires n'étaient pas sujets à des lois de divulgation des renseignements financiers.

Aucune loi ne prévoit l'accès du public aux informations gouvernementales et il n'est pas certain que des demandes d'un tel accès aient été accordées.

### **Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme**

Un certain nombre de groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont opéré généralement sans restriction de la part de l'État, menant des enquêtes sur des affaires de violation de droits de l'homme et en publiant les résultats. Les autorités étaient en général assez coopératives et sensibles à leur point de vue.

L'ONU et autres organismes internationaux : En 2011, le gouvernement a coopéré avec l'ONU et d'autres organismes internationaux pour communiquer des informations en matière de droits de l'homme auprès du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, du Rapporteur spécial sur la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants, et du Groupe de travail du Haut-commissaire de l'ONU sur la discrimination à l'égard des femmes.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le gouvernement a rencontré des observateurs représentant des ONG nationales dans le cadre de concertations organisées par le Conseil consultatif national des droits de l'homme

et le ministère de la Justice, de la législation et des droits de l'homme. Le ministère a coordonné des campagnes de sensibilisation afin d'éduquer la population sur les droits de l'homme.

Pendant l'année, le médiateur a visité des prisons et documenté les carences en matière de conditions carcérales. Le rapport du médiateur a été rendu public. Le médiateur était indépendant et doté de ressources adéquates.

## **Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes**

La Constitution et la loi interdisent toute forme de discrimination fondée sur la race, le sexe, le handicap, la langue, ou l'appartenance sociale; cependant, la discrimination sociétale contre les femmes a persisté. Les personnes handicapées étaient désavantagées. Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour pallier ces problèmes mais n'a pas été à même de fournir une réponse globale.

### **Condition féminine**

Le viol et les violences au foyer : La loi interdit le viol mais son application a été limitée compte tenu de l'inefficacité de la police, de la corruption officielle, et des réticences des victimes, lesquelles préfèrent ne pas dénoncer des cas de viol par crainte de stigmatisation sociale et de représailles. Bien que le Code pénal ne fasse pas de distinction entre le viol en général et le viol par un époux, la loi n°2011-26 du 9 janvier, portant prévention et répression des violences faites aux femmes, interdit explicitement le viol conjugal et prévoit des peines maximales contre les personnes coupables de viol de leur partenaire domestique. Les peines en cas de viol pouvaient aller d'un à cinq ans. La nouvelle loi renforce les dispositions de la législation existante en matière de violences basées sur le sexe. Entre janvier et octobre 2010, des organisations de la société civile ont porté 636 affaires de violence sexiste devant les tribunaux et rapporté 1 316 cas aux commissariats et brigades de police, dans le cadre d'un projet international pour lutter contre la violence sexiste dans le pays.

Pour 2011 la même organisation a signalé 279 cas de violences basées sur le sexe, bien que ces statistiques ne couvrent pas la violence pour motif sexuel dans l'ensemble du pays. Aucune statistique n'était disponible concernant les poursuites ou les condamnations. Vu que la police manquait de la formation nécessaire pour recueillir les éléments de preuve liés aux agressions sexuelles, vu aussi l'ignorance des victimes quant à leurs droits et les difficultés intrinsèques liées à la

préservation et la présentation des preuves devant le tribunal, les juges ont souvent réduit les infractions d'ordre sexuel à des délits mineurs.

Le Code pénal interdit les violences au foyer et les peines prévues vont de six à 36 mois de prison. Cependant, ces types de violences contre les femmes étaient répandus. Les femmes ont persisté dans leur réticence à porter plainte. Les juges et la police étaient peu disposés à intervenir dans les différends conjugaux, reflétant l'attitude générale de la société par rapport à ces affaires. La branche locale d'une ONG régionale, Femmes juristes et de développement du Bénin, l'Association des femmes juristes du Bénin (AFJB), et l'Initiative pour la Justice et l'autonomisation des femmes, par le canal du Projet Empower de Care International, ont offert une aide sociale, juridique, médicale, et psychologique aux victimes de violence au foyer. Le Bureau de la Promotion de la femme, sous l'autorité du ministère de la Famille et de la Solidarité, est chargé de protéger et de promouvoir les droits et le bien-être des femmes.

Mutilation génitale féminine/excision (MGF/E) : (Voir la section 6. Enfants).

Harcèlement sexuel : La loi interdit le harcèlement sexuel et offre une protection aux victimes. La loi prévoit que les personnes condamnées pour harcèlement sexuel sont passibles de un à deux ans de prison et d'amendes allant de 100 000 à un million de francs CFA (220 à 2 000 dollars É-U). La loi prévoit aussi des sanctions pour les personnes qui ont connaissance d'un cas de harcèlement sexuel, mais ne le signalent pas aux autorités. Ces lois étaient appliquées avec laxisme, en raison du manque de connaissances juridiques des agents des forces de l'ordre et des procureurs et parce qu'ils n'avaient pas les capacités nécessaires pour poursuivre les coupables dans ces affaires ; en outre, les victimes redoutaient l'opprobre de la société et les représailles. Bien que cette loi particulière n'ait pas été fréquemment appliquée, les juges ont eu recours à d'autres clauses du Code pénal pour traiter les cas d'abus sexuels sur la personne de mineurs. Le harcèlement sexuel était courant, particulièrement le harcèlement des étudiantes ou des élèves par leurs enseignants de sexe masculin.

Droits génésiques : La Constitution stipule que l'État doit protéger la famille, notamment la mère et l'enfant. La loi encourage la responsabilité en matière de fécondité pour réduire les grossesses précoces et/ou tardives et encourage la planification familiale par la distribution de contraceptifs. La loi garantit les droits à la reproduction des couples et des individus, notamment l'accès aux soins médicaux, la liberté d'avoir des enfants, la liberté de se marier, le droit à la non-discrimination, l'accès à la contraception et l'égalité d'accès aux soins médicaux

pour les personnes vivant avec une infection sexuellement transmise, dont le VIH. La loi prévoit des sanctions en cas d'actes portant préjudice à la jouissance de la santé sexuelle et de la santé de la reproduction. Le gouvernement a généralement respecté ces droits. On estime que 30 % des femmes n'avaient pas de réponse satisfaisante à leur besoin de planification familiale. Selon l'enquête démographique et de santé du Bénin de 2006, 88 % des femmes avaient reçu des soins prénataux fournis par du personnel de santé (80 % par des infirmières et sages-femmes, 4 % par des médecins, et 4 % par d'autres). La proportion de femmes qui ont eu accès aux soins prénataux fournis par des médecins était plus élevée à Cotonou (18 %) et d'autres villes (5 %), alors que ce taux était plus faible dans les zones rurales (3 %). Le taux de mortalité maternelle était de 397 décès par 100 000 naissances vivantes ; les facteurs responsables de ce taux élevé comprenaient des accouchements sans assistance médicale adéquate et dans des conditions non hygiéniques.

Discrimination : Bien que la Constitution garantisse l'égalité des femmes dans les domaines politique, économique et social, les femmes ont fait l'objet de discriminations répandues à cause des attitudes sociétales et des résistances aux changements de comportements. Dans la pratique, les femmes ont subi une discrimination dans divers domaines : obtention d'un emploi, d'un crédit, d'un salaire égal à celui des hommes, accès à la propriété ou gestion d'entreprise.

Le code de la personne et de la famille interdit toute discrimination contre les femmes concernant le mariage et leur donne un droit égal à l'héritage.

Dans les zones rurales, les femmes ont en général une position subordonnée et assument la majeure partie du dur labeur dans les exploitations agricoles de subsistance. Dans les zones urbaines, elles dominent le secteur commercial informel dans les marchés en plein air. Au cours de l'année, le gouvernement et les ONG ont poursuivi les efforts de sensibilisation du public sur la section de la loi qui garantit aux femmes le droit à l'héritage et à la propriété, et qui accroît sensiblement leurs droits quant au mariage, dont l'interdiction du mariage forcé, du mariage d'enfants et de la polygamie.

Pendant l'année, l'État a accordé des microcrédits aux pauvres, particulièrement aux femmes des zones rurales, pour les aider à développer des activités génératrices de revenus. Selon une estimation, quelque 888 407 femmes ont bénéficié de ces projets de microcrédit depuis leur lancement en 2007.

## **Enfants**

Le ministère de la Famille est responsable de la protection des droits des enfants, surtout dans les secteurs de l'éducation et de la santé. La Commission nationale des droits des enfants et le ministère de la Famille ont des rôles de surveillance en matière de promotion du respect des droits de l'homme en ce qui concerne la protection de l'enfance.

Enregistrement des naissances : La nationalité s'acquiert soit par la naissance sur le territoire soit par la filiation. Surtout dans les régions rurales, les parents souvent ne déclarent pas la naissance de leurs enfants, soit parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer les frais nécessaires pour obtenir des actes de naissance, soit par ignorance. Ceci pourrait entraîner le refus de services publics tels que l'éducation et les soins de santé. Par le biais d'un Recensement à vocation d'État civil, le gouvernement a délivré des actes de naissance à des enfants qui n'en étaient pas pourvus. Plusieurs bailleurs de fonds ont administré des programmes visant à accroître le nombre d'enfants déclarés. Par exemple, l'UNICEF a continué de soutenir la campagne des pouvoirs publics visant à inscrire chaque naissance et donner un acte de naissance aux personnes n'ayant pas eu la possibilité de s'en faire délivrer un à leur naissance. Avec le concours de bailleurs de fonds, le ministère de l'Intérieur a organisé à un forum national à Cotonou du 17 au 19 juillet afin de discuter des modalités d'amélioration du système d'État civil du pays.

Éducation : L'enseignement primaire était obligatoire pour tous les enfants de 6 à 11 ans. L'éducation est devenue gratuite pour tous à partir de l'année scolaire 2007-2008, bien que des parents aient souvent volontairement payé des frais de scolarité pour leurs enfants parce que beaucoup d'écoles ne disposaient pas de fonds suffisants. Les filles n'avaient pas les mêmes chances de s'instruire que les garçons, les filles étant alphabétisées à environ 18 %, contre 50 % pour les garçons. Dans certaines régions du pays, les filles ne recevaient aucune éducation formelle. Selon l'UNICEF, le taux net d'inscription à l'école primaire en 2007 était d'environ 93 % pour les garçons et de 83 % pour les filles. Le taux d'inscription pour l'éducation secondaire était beaucoup plus faible pour les filles.

Maltraitance d'enfants : Des enfants ont été victimes de nombreux types de maltraitements, y compris le viol, le harcèlement sexuel, l'enlèvement, la débauche et la défloration. L'Office central de protection des mineurs de Cotonou a réprimé ces formes de maltraitance en arrêtant des suspects et en les déférant au tribunal.

Mariage des enfants : Le mariage est interdit aux personnes de moins de 18 ans, bien que les mariages de mineurs (entre 14 et 17 ans) soient permissibles avec le

consentement des parents, des personnes mineures et l'autorisation d'un juge. Les mariages d'enfants se caractérisaient notamment par des mariages forcés, contre troc et par enlèvement. Une étude de 2008 sur la violence à caractère sexiste menée dans 13 communes indiquait que 23 % des 594 enfants interrogés avaient fait l'objet de mariages forcés ou précoces. Dans le cadre du mariage forcé, la tradition veut que le futur époux enlève et viole sa future épouse mineure. Cette pratique était très répandue dans les régions rurales malgré les efforts du gouvernement et des ONG pour y mettre fin au moyen de séances d'information sur les droits de la femme et de l'enfant. Les ONG locales ont signalé que les communautés dissimulaient cette pratique.

Pratiques traditionnelles néfastes : La MGF/E était pratiquée sur les filles et les femmes jusqu'à leur trentième année (la plupart des cas concernant toutefois des fillettes de moins de 13 ans, et de moins de 5 ans pour moitié). Le mode de MGF/E le plus souvent pratiqué relevait du Type II, soit l'excision totale du clitoris avec ou sans une excision totale des lèvres mineures. Cette pratique était surtout circonscrite aux régions rurales reculées dans le nord. La MGF/E est interdite par la loi, laquelle prévoit des sanctions contre la pratique de cette procédure, y compris des peines de prison jusqu'à 10 ans et des amendes à hauteur de six millions de francs CFA (12 000 dollars É-U). Cependant, ces dispositions étaient rarement appliquées compte tenu de la loi du silence associée à ce crime. Toute personne ayant connaissance d'un cas de MGF/E et s'abstenant de le signaler encourait une amende potentielle variant de 50 000 à 100 000 francs CFA (100 à 200 dollars É-U). Environ 13 % des femmes et des filles avaient subi une MGF/E ; le chiffre était plus élevé dans certaines régions, surtout dans les départements du nord, notamment Alibori et Donga (48 %) et Borgou (59 %), et parmi certains groupes ethniques ; plus de 70 % des femmes et filles Bariba et Peuls et 53 % Yoa-Lokpa avaient subi la MGF/E. Les femmes plus jeunes risquaient moins d'être victimes d'excision que leurs aînées. Les personnes qui pratiquaient la procédure, en général des femmes âgées, en tiraient un profit.

Les ONG ont continué d'éduquer les communautés rurales quant aux dangers que représente la MGF/E et de reconverter les exciseuses à d'autres activités. Le gouvernement, de concert avec des ONG et des partenaires internationaux, a fait des avancées en matière de sensibilisation du public quant aux dangers de cette pratique. Le ministère de la Famille a continué sa campagne d'éducation faite de conférences dans les écoles et les villages, de débats avec les autorités religieuses et coutumières, et de l'installation de banderoles éducatives. Les ONG ont également travaillé sur ce problème dans les langues locales sur les stations de radio locales.

Exploitation sexuelle des enfants : Le code pénal prévoit des peines en cas de viol, d'exploitation sexuelle, de corruption de mineurs, de proxénétisme, et de prostitution, et prévoit des peines accrues lorsque les victimes sont des enfants de moins de 15 ans. La loi réprimant la traite des enfants prévoit des sanctions contre toutes les formes de traite des enfants, y compris la prostitution infantile. Selon le Code pénal, les personnes impliquées dans la prostitution des enfants, notamment ceux qui la facilitent ou la sollicitent, sont passibles d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'amendes de un à dix millions de francs CFA (2 000 à 20 000 dollars É-U). La loi n'interdit pas spécifiquement la pornographie infantile. L'âge minimum de facto de consentement sexuel est de 18 ans.

La prostitution des enfants a continué dans certaines régions. Certains enfants, notamment les enfants des rues, se livraient à la prostitution pour survivre sans implication d'un adulte. Le Code pénal interdit la prostitution infantile ; mais les lois étaient peu appliquées, et l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales s'est produite. Un rapport de 2009 sur l'exploitation commerciale des enfants dans 11 communes indiquait que 43,2 % des enfants interrogés (âgés de 12 à 17 ans) qui se livraient à la prostitution étaient aussi victimes d'exploitation sexuelle commerciale.

Dans la pratique traditionnelle du vidomégon, qui signifie littéralement « enfant placé », des familles pauvres, généralement rurales, placent un enfant au foyer d'une famille plus riche. Cet enfant bénéficie d'un hébergement mais est souvent victime de longues heures de travail, d'une nourriture insuffisante et d'exploitation sexuelle ; les revenus provenant des activités de l'enfant sont parfois partagés entre ses parents et la famille urbaine qui l'élève. À l'origine, le vidomégon avait pour but d'offrir de meilleures chances d'instruction et un meilleur niveau de vie aux enfants des familles pauvres. Pourtant, cette pratique a rendu les enfants plus vulnérables au travail forcé et à la traite des personnes. Jusqu'à 95 % des enfants placés en vidomégon étaient des fillettes. Plusieurs ONG locales ont mené des campagnes d'éducation et de sensibilisation pour réduire cette pratique.

Les cours pénales ont infligé des peines sévères aux criminels condamnés pour crimes contre les enfants, mais nombre de ces affaires ne sont jamais arrivées jusqu'aux tribunaux, en raison du manque de connaissance de la loi et des droits des enfants, du manque d'accès aux tribunaux, ou de la peur de l'intervention de la police.

Infanticide ou infanticide d'enfants handicapés : En dépit de campagnes à grande échelle menées par des ONG, les pratiques traditionnelles consistant à tuer des bébés nés difformes, se présentant par le siège, dont la mère meurt en couches ou étant l'un des deux nouveau-nés d'une paire de jumeaux (parce que perçus comme étant des sorciers) se sont poursuivies. Le 29 mars, le médiateur a organisé un forum national sur l'infanticide rituel à Parakou.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Bénin n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

### **Antisémitisme**

Il n'existait pas de communauté juive connue dans le pays et aucun acte antisémite n'a été signalé.

### **Traite des personnes**

Veillez consulter le *rapport du Département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip](http://www.state.gov/j/tip).

### **Personnes handicapées**

La discrimination à l'encontre des personnes atteintes de handicaps physiques, sensoriels, intellectuels et mentaux n'est pas explicitement interdite par la loi en matière d'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux services de l'État ; toutefois, la législation stipule que l'État devrait prendre soin des personnes handicapées. Il n'y avait pas d'obligations légales quant à la construction ou l'aménagement de bâtiments pour en faciliter l'accès aux personnes handicapées. Le gouvernement n'administrait que très peu d'établissements pour assister les personnes handicapées. Le Bureau pour la réhabilitation et l'insertion des personnes handicapées au Bénin, relevant du ministère de la Famille, coordonnait l'aide aux personnes handicapées par le canal du Fonds de réhabilitation et d'insertion des personnes handicapées (Fonds Ariph).

Le code du travail comporte des dispositions visant à protéger les droits des travailleurs handicapés, mais ces dispositions ont été appliquées sans beaucoup d'efficacité pendant l'année.

En juin 2011, une aveugle a saisi en appel la Cour constitutionnelle pour protester contre le rejet par le ministère du Travail et de la fonction publique de sa demande

de pouvoir passer le concours d'entrée de la magistrature en braille. Le ministère avait déclaré qu'il n'était pas équipé pour permettre l'écriture en braille de ce concours. Dans une déclaration communiquée le 3 mai, la Cour constitutionnelle a jugé que le Ministère du travail et de la fonction publique avait fait preuve de discrimination contre la plaignante. Toutefois, les décisions de la Cour constitutionnelle n'ont pas force exécutoire.

Le Bureau du travail, relevant du ministère du Travail et de la fonction publique, ainsi que le ministère de la Famille, sont chargés de protéger les droits des personnes handicapées.

### **Abus sociétaux, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation et l'identité sexuelles**

Il n'existe aucune loi pénalisant spécifiquement l'activité sexuelle entre personnes de même sexe. Il existe des lois interdisant la discrimination envers d'autres groupes, mais il n'y a aucune loi faisant spécifiquement référence aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles ou transgenres (LGBT). Aucune affaire pénale ou civile portant sur des comportements sexuels entre personnes de même sexe n'a été signalée et aucun cas de discrimination sociétale ou de violence fondée sur l'orientation sexuelle n'a été rapporté. Bien que le comportement homosexuel fût découragé sur le plan social, celui-ci n'a fait l'objet ni de répression ni de persécution. Un nombre croissant de citoyens ont ouvertement déclaré leur orientation sexuelle, mais la communauté LGBT est demeurée essentiellement désorganisée et cachée.

### **Autres formes de violence ou discrimination sociétale**

Il n'a pas été fait état de discrimination ou de violence en raison du VIH-sida. Il est interdit de pratiquer la discrimination à l'encontre de toute personne, à un quelconque moment de son recrutement ou de son emploi, en raison de sa séropositivité.

En général, la police n'a rien fait dans le cas d'agressions par des justiciers et il y a eu d'autres incidents de vindicte populaire, en partie à cause de ce qui est perçu comme l'incapacité des tribunaux locaux de punir les criminels de façon adéquate. Dans ces situations, il s'agissait en général de foules qui ont tué ou blessé grièvement des criminels présumés, en particulier des voleurs pris en flagrant délit. À titre d'exemple, le 14 janvier, des habitants du quartier de Zopa à Abomey-Calavi ont pourchassé deux voleurs qui avaient tenté de cambrioler une maison

pour s'emparer d'une chèvre. La foule a rattrapé l'un des voleurs et, après l'avoir roué de coups, l'ont brûlé vif. Le deuxième voleur a réussi à s'échapper. La police n'a ni enquêté sur la tuerie ni arrêté les personnes impliquées.

Des tueries pour recueillir des organes humains utilisés à des fins rituelles ont eu lieu. Tant des adultes que des enfants en ont été des victimes.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit à la négociation collective**

La loi permet aux travailleurs de créer les syndicats indépendants de leur choix et d'y adhérer, et ce sans autorisation préalable ni conditions excessives. Les nouveaux syndicats doivent se faire enregistrer au ministère de l'Intérieur, une procédure de trois mois, ou encourir une amende.

La loi reconnaît aussi le droit de faire grève. Les travailleurs, y compris les fonctionnaires, les employés des entreprises privées, publiques et paraétatiques, ont le droit de faire grève.

Le code de la marine marchande accorde aux employés de la marine marchande le droit de s'organiser, mais ils n'ont pas le droit de faire grève.

La loi stipule que les fonctionnaires, les employés des entreprises publiques et paraétatiques qui fournissent des services essentiels doivent maintenir un service minimum en temps de grève. La loi identifie ces services essentiels comme étant ceux portant sur la santé, la sécurité, l'énergie, l'eau, l'air, les transports et les télécommunications. Les travailleurs doivent donner un préavis de trois jours avant de faire grève. Les autorités peuvent déclarer une grève illégale, si par exemple elle menace la paix sociale et l'ordre public ; elles peuvent aussi réquisitionner les travailleurs en grève afin de maintenir des services minimum. L'État peut interdire une grève au motif qu'elle menace l'économie ou l'intérêt national. Les lois interdisent aux employeurs d'exercer des représailles contre des grévistes, mais une entreprise peut retenir une partie du salaire d'un travailleur pour fait de grève.

Il n'y a pas de restrictions aux négociations collectives. Le code du travail prévoit la négociation de conventions collectives et les employés ont exercé librement ce droit, à l'exception des employés de la marine marchande. Le gouvernement fixe l'échelle des salaires dans le secteur public selon la loi et les textes en vigueur.

La loi permet aux syndicats de se livrer à leurs activités sans ingérence, interdit la discrimination à l'encontre des syndicats et prévoit la réintégration de travailleurs licenciés pour cause d'activité syndicale. Les employeurs ne peuvent pas tenir compte de l'appartenance à un syndicat ou des activités syndicales d'un travailleur au moment de l'embauche, de la répartition des tâches, de la formation professionnelle ou du licenciement.

Bien que le gouvernement ait généralement respecté le droit de créer et d'adhérer à des syndicats indépendants, et que les travailleurs, y compris les fonctionnaires, aient fait usage du droit de grève, le gouvernement n'a pas fait appliquer ces lois de manière efficace, surtout dans le secteur informel. Le gouvernement n'a pas fait appliquer les dispositions en matière de discrimination contre les syndicats et de réintégration des employés. Des informations quant à l'effet dissuasif des remèdes et pénalités n'étaient pas disponibles.

Dans la pratique, la liberté d'association et le droit de négocier collectivement ont généralement été respectés. Les organisations syndicales sont indépendantes du gouvernement et des partis politiques. Des fonctionnaires ont fait grève tout au long de l'année. Il y a eu, cependant, des rapports selon lesquels des employeurs avaient menacé des employés de licenciement pour activité syndicale.

La Commission nationale de consultation et de convention collective s'est réunie en session et a rencontré le gouvernement durant l'année afin de discuter des revendications des salariés et proposer des solutions.

Le 14 mars, en réponse à une grève d'enseignants, le gouvernement a adopté un train de mesures comprenant la radiation des enseignants ayant participé à l'action de grève, l'embauche de conscrits pour remplacer les grévistes et l'arrestation de représentants syndicaux. Par la suite, deux enseignants ont été arrêtés pour avoir enfreint l'interdiction de rassemblement sur le lieu de travail, et 14 autres ont été malmenés et arrêtés sur demande de leur directeur pour avoir pris part à une grève sous forme de sit-in. Ils ont été ultérieurement relaxés.

Aucune violation relative aux droits de négociation des conventions collectives n'a été signalée.

## **b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

Le code du travail n'interdit pas toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, y compris par les enfants, et prévoit des peines de prison assorties de travail forcé.

Le code du travail permet aux autorités d'ordonner aux conscrits d'accomplir des tâches qui ne sont pas de nature purement militaire. Les lois régissant divers actes et activités liés au droit d'exercer la liberté d'expression permettent l'imposition de peines de prison comportant l'obligation d'accomplir un travail de réhabilitation sociale.

Le travail forcé s'est produit dans la pratique, portant principalement sur des personnes en état de servitude domestique et des enfants. Le travail forcé a été surtout constaté dans les secteurs de l'agriculture (le coton), des carrières de pierre, de la pêche, du commerce et du bâtiment. La traite des personnes a constitué un problème. Les auteurs du travail forcé étaient principalement des Béninois impliqués dans la traite des enfants. Très souvent, les trafiquants étaient des membres de la famille ou des connaissances des victimes, les exploitant en vertu du système traditionnel du vidomégon, lequel permet à des parents de placer leurs enfants chez des membres plus aisés de la famille pour les faire travailler pour eux, principalement en zone urbaine.

Veillez consulter le *rapport du Département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip](http://www.state.gov/j/tip).

### **Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler**

Le code du travail interdit l'emploi ou l'apprentissage dans les entreprises d'enfants âgés de moins de 14 ans. Toutefois, les enfants de 12 à 14 ans ont le droit de faire du travail domestique et du travail temporaire ou saisonnier peu fatigant si cela ne les empêche pas de poursuivre leur scolarité obligatoire. Le code du travail interdit le travail nocturne aux enfants de moins de 18 ans, sauf si une dispense spéciale est accordée par le gouvernement en consultation avec le Conseil national du travail. Les travailleurs mineurs ont droit à une pause de repos de 12 heures consécutives y compris durant la nuit. Le code du travail dresse une liste comprenant 22 métiers et 74 activités dangereuses connexes dont la pratique est interdite aux enfants de moins de 18 ans.

Les lois n'étaient pas appliquées de manière efficace. Le Bureau du Travail rattaché au ministère du Travail et de la Fonction publique a fait appliquer le code du travail de manière peu efficace, et seulement dans le secteur formel en raison du manque d'inspecteurs. Les limitations en matière de ressources ont constitué le principal obstacle à la lutte contre les problèmes afférents au travail des enfants. Il y avait 75 responsables chargés du travail, dont 56 inspecteurs du travail, 15 administrateurs et quatre contrôleurs du travail. Les 56 inspecteurs n'avaient pas

suffisamment de moyens pour réaliser complètement les inspections nécessaires. Le chiffre indiquant le nombre total d'inspections réalisées durant l'année n'était pas disponible. Les peines dont étaient passibles les violateurs de ces lois étaient suffisamment lourdes pour avoir un effet dissuasif.

Le gouvernement a pris des mesures pour vulgariser le code du travail auprès des parents et empêcher le travail obligatoire des enfants, par le biais notamment de campagnes médiatiques, d'ateliers régionaux et de déclarations publiques sur la problématique du travail des enfants. Ces initiatives s'inscrivaient dans le cadre du programme de sensibilisation aux pratiques traditionnelles du Bureau du travail. Il a également collaboré avec un réseau d'ONG et des journalistes pour sensibiliser la population aux problèmes du travail des enfants et de la traite des enfants.

Le 27 juillet, le gouvernement a approuvé le Plan national pour l'élimination du travail des enfants. Comme activité phare de la Journée d'action mondiale 2012 contre le travail des enfants, des responsables du Ministère ont visité des carrières de pierre à Glazoué dans le centre du pays pour sensibiliser les populations aux dangers auxquels s'exposaient les enfants pratiquant le concassage.

En septembre 2011, le gouvernement a signé un accord avec le gouvernement de la République du Congo visant à mettre un terme à la traite des enfants entre les deux pays. Le 13 février, le gouvernement a organisé un atelier de trois jours afin d'élaborer et approuver un plan d'action conjoint de lutte contre la traite des enfants au Bénin et au Congo.

Le travail des enfants posait toujours problème, en partie en raison de l'application limitée des lois par les autorités. Pour aider à subvenir aux besoins de leurs familles, des enfants des deux sexes – dont des enfants âgés de sept ans – ont continué à travailler dans des fermes familiales, dans de petites entreprises, sur des chantiers de construction en zone urbaine, comme vendeurs ambulants sur les marchés et comme domestiques par la pratique traditionnelle du vidomégon, dans le cadre duquel beaucoup de parents habitant dans des régions rurales envoient leurs enfants habiter chez des parents ou des amis en ville pour travailler comme domestiques en échange d'une éducation scolaire. Les familles d'accueil ne respectaient pas toujours leurs engagements et l'abus des enfants employés comme domestiques a continué à poser problème. La majorité des enfants travaillant comme apprentis avaient moins de 14 ans, soit l'âge légal pour faire un apprentissage, dans les secteurs du bâtiment, de la réparation d'autos et de deux-roues, de la coiffure et de la couture. Les enfants travaillaient comme manœuvres avec les adultes dans les carrières de pierre dans de nombreuses régions. Des

enfants étaient parfois forcés de s'adonner à la vente à la criée et à la mendicité, et des enfants des rues se sont livrés à la prostitution (voir la section 6). Des enfants de moins de 14 ans travaillaient dans les secteurs formel et informel dans les activités suivantes : agriculture, chasse et pêche, industrie, bâtiment et travaux publics, commerce/vente dans les rues et nourriture/boisson, transports, communication et autres services, notamment comme domestiques.

Certains parents ont signé des contrats à long terme pour leurs enfants avec des « agents » qui recrutent des ouvriers agricoles ou des domestiques, stipulant souvent que le salaire des enfants serait versé aux parents. Dans certains cas, ces agents emmenaient les enfants dans des pays voisins tels que le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Ghana pour les faire travailler.

Veillez consulter le rapport du Département d'État sur la traite des personnes à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip](http://www.state.gov/j/tip) ainsi que le rapport du Département du travail des États-Unis intitulé *Rapports sur les pires formes du travail des enfants* à l'adresse suivante : [www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm](http://www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm).

#### **d. Conditions de travail acceptables**

Le gouvernement fixe l'échelle des salaires minimums pour un certain nombre d'emplois. Le salaire minimum s'élevait à 30 000 CFA (60 dollars É-U) par mois.

Le code du travail instaure une semaine de travail de 40 à 46 heures selon le type d'activité, et prévoit au moins une période de repos de 24 heures par semaine. Les domestiques et les travailleurs agricoles travaillent souvent 70 heures ou plus par semaine, bien au-delà du maximum de 12 heures par jour ou de 60 heures par semaine prévu par le code du travail. Le code du travail ordonne également le paiement des heures supplémentaires à un tarif supérieur et interdit les heures supplémentaires obligatoires en nombre excessif.

Des règles minimums d'hygiène et de sécurité ont également été prévues par la loi. La loi ne donne pas le droit aux travailleurs de quitter un lieu de travail qu'ils jugent dangereux sans craindre de perdre leur emploi. Le gouvernement a le pouvoir d'exiger que les employeurs remédient aux conditions de travail dangereuses, mais il ne l'a pas fait en réalité. Les dispositions de la loi relatives aux conditions de travail acceptables s'appliquent à tous les travailleurs. La loi régit aussi les mouvements des étrangers et une autorisation spéciale est requise pour les étrangers souhaitant quitter leur localité de résidence. Cette loi,

toutefois, n'était pas appliquée. Un grand nombre des travailleurs béninois et étrangers n'étaient pas couverts par les barèmes des salaires minimums.

Le ministère du Travail et de la fonction publique était chargé de faire respecter les dispositions relatives au salaire minimum, à la durée de la semaine de travail et aux normes d'hygiène et de sécurité. Toutefois, le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi. Les autorités ont fait appliquer de manière générale les limites légales relatives à la durée de la semaine de travail dans le secteur formel, mais n'ont pas suivi ou contrôlé les conditions de travail des travailleurs étrangers ou migrants. Les efforts du gouvernement ont été handicapés par le nombre limité d'inspecteurs du travail. Les ressources étaient limitées. Des contrôles inopinés ont été effectués au cours de l'année. Les peines encourues pour infractions aux lois du travail étaient trop peu sévères pour dissuader les infractions. Les mesures prises par le gouvernement pour dissuader les populations de revendre de l'essence de contrebande en provenance du Nigéria ont été infructueuses. Le gouvernement a versé de l'aide aux travailleurs du secteur informel sous la forme de crédits d'expansion d'entreprise dans le cadre de son projet de microcrédit auprès des populations pauvres.

Beaucoup de travailleurs devaient compléter leurs revenus en pratiquant l'agriculture de subsistance ou le commerce dans le secteur informel. La plupart des salariés gagnaient plus que le salaire minimum ; beaucoup de domestiques et d'ouvriers du secteur informel gagnaient moins. Les violations des normes de sécurité et d'hygiène se sont surtout produites dans des métiers du secteur informel y compris la coiffure, la couture, la boulangerie, la mécanique et la menuiserie, où les travailleurs étaient exposés à des risques biologiques, chimiques, physiques et psychologiques. Les enfants en apprentissage dans ces métiers avaient de longues journées de travail et étaient plus vulnérables aux conditions de travail dangereuses. Dans certains ateliers de mécanique et de menuiserie, des enfants travaillaient aux côtés d'adultes pendant que les adultes manipulaient divers outils et équipements. En outre, certains adultes et enfants manquaient d'équipements de protection adéquats (protection de la tête, des yeux et des oreilles, masques faciaux, grosses bottes, etc.). Selon diverses sources, les travailleurs du secteur informel représentaient plus de 90 % de la population active totale du Bénin. Les travailleurs du secteur informel étaient exposés à une multitude de problèmes et de vulnérabilités. Malgré leurs longues journées de travail, ils ne bénéficiaient d'aucune protection sociale. Ils étaient souvent assujettis à des conditions de travail inférieures et exposés à des risques professionnels. Aucune donnée relative aux décès et aux accidents du travail n'était disponible.